



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.412/4
du 14 décembre 2022

advies 72.412/4
van 14 december 2022

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale 'relatif à
l'inventaire du patrimoine
immobilier de la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'inzake de inventaris
van het onroerend erfgoed van
het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 25 octobre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 décembre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 décembre 2022.

*

Op 25 oktober 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'inzake de inventaris van het onroerend erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 december 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 december 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 207, § 1^{er}, remplacé par l'ordonnance du 30 novembre 2017 ; ».

2. Selon l'article 2, § 3, 6^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances ne doit pas être établi pour un projet d'acte législatif ou réglementaire qui n'a pas d'influence directe ou indirecte sur les personnes physiques.

Selon le test d'égalité des chances qui figure au dossier transmis à la section de législation, le projet à l'examen entre dans le champ d'application de cette exception. Toutefois, selon l'article 207, § 3, alinéa 1^{er}, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après « le CoBAT »), lorsqu'un bien est inscrit à l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région, la demande de permis se rapportant à ce bien est soumise à l'avis de la commission de concertation lorsque la demande est introduite après l'inscription du bien à l'inventaire. Il s'ensuit que le projet ne peut pas être considéré comme n'ayant pas d'influence directe ou indirecte sur les personnes physiques.

Par conséquent, il y a lieu de soumettre le projet au test d'égalité des chances et de faire mention au préambule de l'accomplissement de cette formalité ainsi que de la date de cet accomplissement.

3. L'avis du Conseil d'État sera placé avant les considérants ¹.

Le préambule sera revu en conséquence.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 35 et 36.

DISPOSITIF

Articles 2, 4 et 5

1. La portée exacte du mécanisme mis en place par les articles 2, 4 et 5 n'apparaît pas clairement.

Ainsi :

– l'article 2 vise « l'Inventaire » ainsi que « l'arrêté établissant l'Inventaire » et « l'arrêté le mettant à jour », tout en supposant la publication au *Moniteur belge* de ces arrêtés ;

– l'article 4 impose la publication par le biais d'un ou plusieurs sites internet non pas de « l'Inventaire » mais de « la liste des biens inscrits à l'Inventaire et ses mises à jour », laquelle doit aussi être également publiée au *Moniteur belge* conformément à l'article 5, à la seule différence que pour « chaque bien inscrit individuellement »², les informations qui seront publiées au *Moniteur belge* pourront être réduites par rapport à celles qui seront publiées via internet³, lesquelles seront quant à elles identiques au contenu minimum de « l'Inventaire »⁴.

– l'article 2, alinéa 2, 4°, ajoute à la confusion dès lors que la section de législation n'aperçoit pas comment « l'Inventaire » pourrait contenir la date de publication au *Moniteur belge* de « l'arrêté établissant l'Inventaire ou le mettant à jour ». Ainsi, la mention visée n'a de sens qu'en ce qui concerne non pas l'arrêté du Gouvernement qui établit l'inventaire ou procède à sa mise à jour, mais uniquement à l'égard des informations qui seront mises à disposition du public par le Gouvernement sous forme digitale, par le biais d'un ou plusieurs sites internet, conformément à l'article 4 du projet, ou lors de la publication prévue à l'article 5.

La note au Gouvernement jointe au dossier de demande d'avis ne permet pas de lever les incertitudes quant à la portée du mécanisme établi, dès lors que, tout comme les considérants du préambule, elle fait mention de la publication non pas d'une liste, mais de différentes listes, actuellement envisagées comme étant au nombre de trois, et relatives, respectivement, au patrimoine bâti, aux sites et aux arbres, listes qui répondront par ailleurs « aux exigences juridiques de motivation ».

Au vu de ce qui précède, l'arrêté en projet sera fondamentalement revu pour régler clairement les différentes étapes que constituent :

– l'adoption de l'inventaire et sa publication,

– l'adoption des différentes décisions emportant les mises à jour de l'inventaire, par actes individuels isolés ou adoptés collectivement, et la publication de ces mises à jour,

² À savoir, vraisemblablement, et bien que cela n'apparaisse pas clairement, les biens qui seront ajoutés à l'inventaire lors de mises à jour.

³ Comparer avec l'article 4, alinéa 2, et l'article 5, alinéa 2.

⁴ Selon les articles 2, alinéa 2, et 4, alinéa 2.

– enfin, et en tout temps, la publicité donnée à la version consolidée de l'inventaire mis à jour, à tout le moins sur un site internet créé à cet effet et tenu à jour par l'administration en charge des Monuments et Sites.

Article 3

L'article 3 est rédigé comme suit :

« Les biens susceptibles d'être inscrits à l'inventaire sont identifiés et sélectionnés sur base d'une méthodologie scientifique permettant d'évaluer leur valeur patrimoniale.

La valeur patrimoniale d'un bien est déterminée par l'identification des intérêts visés à l'article 206, § 1^{er}, 1^o du CoBAT modulés avec différents critères de sélection, dont l'authenticité, la rareté, l'intégrité, la représentativité, la valeur d'ensemble, la valeur contextuelle.

L'Administration rédige des notices relatives aux biens sélectionnés, contenant notamment les informations visées à l'article 2, alinéa 2 ».

Force est de constater que la disposition à l'examen ne définit pas la « méthode scientifique permettant d'évaluer [la] valeur patrimoniale [des biens] » et que les critères de sélection énumérés sont peu précis et non exhaustifs.

Sur ces points, la note au Gouvernement apporte des précisions utiles.

Elle mentionne en effet que :

« Les méthodologies et déterminations des valeurs patrimoniales sur base desquelles les sélections sont faites, sont déclinées en fonction des types d'objets patrimoniaux (monuments et ensembles, sites, arbres, etc...), mais sont opérées selon les mêmes principes de base, à savoir une prospection systématique et une sélection basée sur une évaluation de la qualité patrimoniale d'un bien reposant sur l'identification des intérêts patrimoniaux visés à l'article 206, § 1^{er}, 1^o du CoBAT, combinée avec les différents critères de sélection et d'évaluation modulateurs énoncés à l'article 4 du présent arrêté, qui les précisent, tout en les pondérant. Cette évaluation s'opère au regard du bien lui-même (critères intrinsèques comme l'authenticité ou l'intégrité du bien) et de son contexte (critères externes, comme la rareté, la représentativité, la valeur d'ensemble). Les sélections sont toujours le résultat d'une évaluation combinant plusieurs de ces critères modulateurs et évolutifs.

Pour l'inventaire du patrimoine architectural, la sélection des biens, fondée principalement sur leur valeur architecturale, est réalisée selon une méthodologie basée sur une prospection systématique sur le terrain depuis l'espace public, complétée par des recherches archivistiques, bibliographiques et iconographiques. Ce travail de prospection s'accompagne de l'étude plus générale de l'histoire du quartier et de son urbanisation.

Par souci de cohérence, la méthodologie et les critères de sélection utilisés se basent sur ceux qui avaient été définis par l'ASBL Sint-Lukasarchief lors de l'élaboration de l'inventaire analytique d'urgence dans les années '70, et correspondent à ceux qui sont inscrits dans les chartes et documents de références internationaux.

Le choix des éléments significatifs du patrimoine est balisé par le croisement de divers intérêts et critères modulateurs permettant d'étayer et motiver les sélections, comme par exemple l'authenticité, l'état de conservation, la représentativité, ou le contexte urbanistique. Ces principes de sélection étaient déjà déterminés dans la méthodologie de l'inventaire d'urgence de Sint-Lukasarchief, couvrant l'ensemble du territoire régional. Ces critères ont quelque peu évolués par la suite mais restent ceux qui sont toujours d'application aujourd'hui, bien qu'ils n'aient pas toujours été énoncés de la même façon.

Ils sont appliqués comme échelle de valeur pour déterminer la valeur patrimoniale d'un bien. L'inventaire étant un premier palier d'identification de la valeur patrimoniale d'un bien, 'l'intensité' des critères de sélection ne seront pas les mêmes que pour une sauvegarde et un classement.

Concernant les sites, ils sont de plusieurs types, entre patrimoine architectural, et urbain (places, impasses, rues), associés à un monument ou reflets d'une composition architecturale (parcs, jardins, etc...), ou encore sites semi-naturels. Les prospections s'opèrent sur le terrain et par examen de différentes sources, dont les photos aériennes. La méthodologie de sélection sera le reflet des caractéristiques propres, en évaluant la valeur patrimoniale sur base des intérêts spécifiques combinés avec les critères de sélection, tenant compte, notamment des caractéristiques paysagères, de biodiversité, de la composition de la faune et de la flore, de la présence d'essences horticoles rares ou exceptionnelles, de la localisation (centre-ville ou ceinture verte), des éléments décoratifs (fabriques, ponts, kiosques, ...) de l'état de conservation, de références historiques, etc...

Pour l'inventaire scientifique des arbres remarquables de la Région, les prospections s'opèrent tant en espace privé (jardins et intérieurs d'îlot) qu'en espace public. La sélection est faite sur base d'une méthodologie permettant d'évaluer la valeur patrimoniale par le croisement de différents critères et intérêts présentés par le sujet et de sélectionner les sujets à haute valeur patrimoniale, en y appliquant des coefficients de pondération permettant d'accorder plus d'importance à certains critères, comme la circonférence combinée à l'espèce (ou variété) ou l'intérêt historique, considérés comme déterminants pour recenser un arbre dans le cadre de cet inventaire. Par exemple, un arbre de trop faible circonférence pour son espèce et appartenant à une espèce commune à Bruxelles ne sera pas recensé, même s'il satisfait parfaitement aux critères contextuels de positionnement ou localisation.

Les motivations des sélections seront plus amplement détaillées par types d'objets et thématiques dans les arrêtés spécifiques qui devront être adoptés ultérieurement pour procéder à la publication au Moniteur [...]. Les méthodologies varient en fonction des thématiques ou catégories de biens inventoriés (patrimoine architectural, arbres, ou sites), alors que les critères de sélection modulateurs énoncés à l'article 3 du projet d'arrêté constituent des principes communs d'évaluation et de sélection, applicables aux différentes thématiques, que l'on retrouve également dans les réglementations des deux autres régions du pays ».

Le texte en projet gagnerait à être complété aux fins d'intégrer certaines des précisions apportées dans la note au Gouvernement, comme :

- le fait que les méthodologies scientifiques et déterminations des valeurs patrimoniales sur la base desquelles les sélections sont faites reposent à la fois sur une prospection systématique et sur des critères de base communs, à savoir ceux déjà énumérés à l'article 3 du projet mais qui pourraient y être étayés ;

- le fait que ces méthodologies et déterminations sont par ailleurs déclinées en fonction des types d'objets patrimoniaux tels les monuments et ensembles, les sites, les arbres,

déclinaisons qu'il conviendrait de préciser soit dans l'arrêté en projet, soit par la voie d'une habilitation au ministre.

Revoir et compléter le texte en projet à la lumière de ces considérations, permettra de garantir la prévisibilité du régime applicable ainsi que la sécurité juridique, et de limiter ainsi les risques de contentieux.

Article 9

De l'accord du délégué du Ministre, le texte en projet ne contenant que six articles, l'article 9 sera dès lors renuméroté 6.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het eerste lid moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 207, § 1, vervangen bij de ordonnantie van 30 november 2017;”.

2. Volgens artikel 2, § 3, 6°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ hoeft geen evaluatieverslag inzake gelijke kansen opgesteld te worden voor een wetgevend of reglementair ontwerp dat geen rechtstreekse of onrechtstreekse invloed heeft op natuurlijke personen.

Volgens de gelijkekansentest die vervat is in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, valt voorliggend ontwerp onder die uitzondering. Volgens artikel 207, § 3, eerste lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna: “het BWRO”) is de vergunningsaanvraag die betrekking heeft op een goed dat in de inventaris van het onroerend erfgoed van het Gewest ingeschreven is, evenwel onderworpen aan het advies van de overlegcommissie wanneer die aanvraag ingediend wordt na de inschrijving van dat goed in die inventaris. Daaruit volgt dat het ontwerp niet geacht kan worden geen rechtstreekse of onrechtstreekse invloed te hebben op natuurlijke personen.

Met betrekking tot het ontwerp dient bijgevolg een gelijkekansentest uitgevoerd te worden, waarna in de aanhef vermeld moet worden dat dit vormvereiste vervuld is en op welke datum het vervuld is.

3. Het advies van de Raad van State moet vóór de overwegingen vermeld worden.¹

De aanhef moet dienovereenkomstig herzien worden.

¹ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 35 en 36.

DISPOSITIEFArtikelen 2, 4 en 5

1. Wat de regeling die bij de artikelen 2, 4 en 5 ingevoerd wordt precies inhoudt, komt niet duidelijk naar voren.

Zo:

- wordt in artikel 2 verwezen naar “de Inventaris” alsook naar “het besluit ter vaststelling van de Inventaris” en naar het besluit ter actualisatie ervan, waarbij aangegeven wordt dat die besluiten in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden.

- wordt in artikel 4 bepaald dat niet “de Inventaris” maar “de lijst van de goederen ingeschreven in de Inventaris en zijn actualisaties” via een of meer websites bekendgemaakt moeten worden. Diezelfde lijst moet krachtens artikel 5 ook in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden, met als enig verschil dat de informatie betreffende “elk individueel ingeschreven goed”² die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt beknopter kan zijn dan de informatie die via internet bekendgemaakt wordt,³ welke laatstgenoemde informatie identiek is aan de minimuminformatie van “de Inventaris”.⁴

- wordt in artikel 2, tweede lid, 4°, deze verwarring nog vergroot, aangezien het voor de afdeling Wetgeving niet duidelijk is hoe “de Inventaris” de datum zou kunnen bevatten waarop “het besluit ter vaststelling van de Inventaris” of ter actualisatie ervan in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is. Zo heeft de bedoelde vermelding geen zin in verband met het regeringsbesluit tot vaststelling van de Inventaris of ter actualisatie ervan, maar alleen in verband met de informatie die door de regering ter beschikking van de burgers gesteld wordt, in digitale vorm, via een of meer websites, overeenkomstig artikel 4 van het ontwerp, of via de bekendmaking waarin artikel 5 voorziet.

De nota aan de regering die bij het dossier van de adviesaanvraag gevoegd is, maakt het niet mogelijk de onzekerheden aangaande de inhoud van de ingevoerde regeling weg te nemen, aangezien daarin, net zoals in de overwegingen van de aanhef, de bekendmaking vermeld wordt, niet van één lijst, maar van verschillende lijsten, waarvan het thans de bedoeling is dat het er drie zouden zijn, en die betrekking hebben op respectievelijk het gebouwen erfgoed, de landschappen en de bomen, welke lijsten bovendien aan “de wettelijke motiveringseisen” zouden voldoen.

² Het gaat hier wellicht, al blijkt dat niet duidelijk uit de tekst, om de goederen die tijdens het actualiseren aan de inventaris toegevoegd worden.

³ Vergelijk in dit verband artikel 4, tweede lid, met artikel 5, tweede lid.

⁴ Volgens artikel 2, tweede lid, en artikel 4, tweede lid.

Gelet op het voorgaande moet het ontworpen besluit grondig herzien worden opdat voorzien wordt in een duidelijke regeling van de onderscheiden stappen die gevormd worden door:

- de vaststelling van de inventaris en de bekendmaking ervan;
- het nemen van de onderscheiden beslissingen ter actualisering van de inventaris, via handelingen met individuele strekking die afzonderlijk of collectief gesteld worden, en de bekendmaking van die actualiseringen;
- ten slotte, en te allen tijde, de bekendmaking van de geconsolideerde versie van de geactualiseerde inventaris, op zijn minst op een voor dit doel gemaakte website die door het bestuur bevoegd voor Monumenten en Landschappen bijgehouden wordt.

Artikel 3

Artikel 3 luidt als volgt:

“De goederen die in aanmerking komen om op de inventaris ingeschreven te worden geïdentificeerd en gekozen, op basis van een wetenschappelijke methodologie waaruit hun erfgoedwaarde afgeleid kan worden volgens de waarden bedoeld in artikel 206; § 1, 1°, van het BWRO, gecombineerd met verschillende selectiecriteria, waaronder de authenticiteit, de zeldzaamheid, de gaafheid, de representativiteit, de ensemblewaarde, de contextuele waarde.

Het Bestuur maakt notities op van de geselecteerde goederen waarin de informatie wordt vermeld zoals voorzien in artikel 2, alinea 2.”

Op te merken valt dat de voorliggende bepaling geen definitie bevat van de “wetenschappelijke [methode] waaruit [de] erfgoedwaarde [van de goederen] afgeleid kan worden”, dat de opgesomde selectiecriteria nogal onduidelijk zijn en dat daarvan geen exhaustieve lijst gegeven wordt.

Dienaangaande bevat de nota aan de regering nuttige preciseringen.

Daarin staat namelijk het volgende:

“De methodologieën en bepalingen van de erfgoedwaarden op basis waarvan de selecties worden gemaakt, zijn verschillend voor elk type erfgoed (monumenten en gehelen, landschappen, bomen enz.), maar werken volgens dezelfde basisprincipes, namelijk een systematische prospectie en een selectie op basis van een beoordeling van de erfgoedkwaliteit van een goed op basis van de identificatie van de erfgoedwaarden bedoeld in artikel 206, § 1, 1° van het BWRO, in combinatie met de verschillende variërende selectie- en evaluatiecriteria bedoeld in artikel 4 van dit besluit, waarin ze nader worden beschreven, met een weging van die criteria. Die beoordeling wordt uitgevoerd met betrekking tot het goed zelf (intrinsieke criteria zoals authenticiteit of integriteit van het goed) en zijn context (externe criteria, zoals zeldzaamheid, representativiteit, waarde van het geheel). De selecties zijn steeds het resultaat van een beoordeling waarbij verschillende van die variërende en evoluerende criteria worden gecombineerd.

Voor de inventaris van het bouwkundig erfgoed wordt de selectie van de goederen, hoofdzakelijk op basis van hun bouwkundige waarde, verricht volgens een methodologie die gebaseerd is op een systematische prospectie op het terrein vanaf de openbare ruimte,

aangevuld met archief-, bibliografisch en iconografisch onderzoek. Dat prospectiewerk gaat gepaard met een meer algemene studie van de geschiedenis van de wijk en zijn bebouwing.

Met het oog op coherentie zijn de gehanteerde methodologie en selectiecriteria gebaseerd op die welke in de jaren 1970 door de vzw Sint-Lukasarchief werden bepaald bij de opstelling van de analytische noodinventaris en komen ze overeen met die welke in internationale handvesten en referentiedocumenten zijn vastgesteld.

De keuze van de betekenisvolle elementen van het erfgoed wordt bepaald door het kruisen van verschillende waarden en variërende criteria die de selecties aansturen en motiveren, zoals authenticiteit, staat van bewaring, representativiteit of de stedelijke context. Die selectieprincipes waren reeds vastgelegd in de methodologie van de noodinventaris van het Sint-Lukasarchief, die het volledige gewestelijke grondgebied bestrijkt. Die criteria zijn sindsdien enigszins geëvolueerd, maar worden vandaag nog steeds toegepast, hoewel ze niet altijd op dezelfde manier worden aangegeven.

Ze worden toegepast als een waardeschaal om de erfgoedwaarde van een goed te bepalen. Aangezien de inventaris een eerste stap is in het identificeren van de erfgoedwaarde van een goed, zal de 'intensiteit' van de selectiecriteria niet dezelfde zijn als voor bewaring en bescherming.

Er zijn verschillende soorten landschappen, gaande van bouwkundig en stedelijk erfgoed (pleinen, doodlopende stegen, straten), verbonden met een monument of als afspiegeling van een bouwkundige compositie (parken, tuinen enz.), tot halfnatuurlijke landschappen. De prospecties gebeuren ter plaatse en aan de hand van verschillende bronnen, waaronder luchtfoto's. De selectiemethodologie zal de kenmerken van het landschap weerspiegelen, waarbij de erfgoedwaarde wordt beoordeeld op basis van de specifieke waarden in combinatie met de selectiecriteria, waarbij met name rekening wordt gehouden met de landschappelijke kenmerken, de biodiversiteit, de samenstelling van fauna en flora, de aanwezigheid van zeldzame of uitzonderlijke gecultiveerde boomsoorten, de ligging (stadscentrum of groene gordel), de sierelementen (fabrieken, bruggen, kiosken enz.), de staat van bewaring, historische referenties enz.

Voor de wetenschappelijke inventaris van opmerkelijke bomen in het gewest wordt zowel in particuliere ruimtes (tuinen en binnenhuizenblokken) als in openbare ruimtes geprospecteerd. De selectie gebeurt op basis van een methodologie die het mogelijk maakt de erfgoedwaarde te beoordelen door verschillende criteria en waarden van de boom te kruisen en de bomen met een grote erfgoedwaarde te selecteren door daarop wegingscoëfficiënten toe te passen die het mogelijk maken meer belang te hechten aan bepaalde criteria, zoals de omtrek in combinatie met de soort (of variëteit) of het historische belang, die als doorslaggevend worden gezien om de boom in die inventaris op te nemen. Zo zal een boom met een voor zijn soort te kleine omtrek en behorend tot een in Brussel veel voorkomende soort niet in de lijst worden opgenomen, ook al beantwoordt die perfect aan de contextuele criteria inzake plaats of ligging.

De motivering voor de selecties zal uitvoeriger worden toegelicht voor elk type boom en voor elk thema in de specifieke besluiten die later zullen worden aangenomen voor publicatie in het Staatsblad (...). De methodologieën variëren naargelang van de thema's of categorieën van de in de inventaris ingeschreven goederen (bouwkundig erfgoed, bomen of landschappen), terwijl de variërende selectiecriteria beschreven in artikel 3 van het ontwerpbesluit gemeenschappelijke evaluatie- en selectieprincipes vormen, die van toepassing zijn op de verschillende thema's en die ook terug te vinden zijn in de regelgevingen van de andere twee gewesten van het land."

Het zou goed zijn de ontworpen tekst aan te vullen met een aantal preciseringen uit de nota aan de regering, zoals:

- het feit dat de wetenschappelijke methodologieën en bepalingen van de erfgoedwaarden op basis waarvan de selecties gemaakt worden, tegelijk steunen op een systematische prospectie en op gemeenschappelijk basiscriteria, namelijk de criteria die reeds in artikel 3 van het ontwerp opgesomd worden maar die daarin beargumenteerd zouden kunnen worden;

- het feit dat die methodologieën en bepalingen daarenboven verschillen naargelang van elk type erfgoed, zoals monumenten en gehelen, landschappen en bomen, waarbij die verschillen nader bepaald moeten worden, hetzij in het ontworpen besluit, hetzij door middel van een machtiging verleend aan de minister.

Als de ontworpen tekst in het licht van deze overwegingen herzien en aangevuld wordt, zullen de voorzienbaarheid van de toepasselijke regeling en de rechtszekerheid gegarandeerd kunnen worden en zal aldus het risico op geschillen beperkt kunnen worden.

Artikel 9

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 9 vernummerd moet worden tot artikel 6, aangezien de ontwerptekst maar zes artikelen telt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET